

Christian Nadeau, professeur, département de philosophie, Université de Montréal

Ce texte d'opinion est paru dans Le Devoir du 10 mai 2011

L'opposition aux conservateurs : La véritable bataille commence maintenant

Les conservateurs et Stephen Harper en tête se sont plu à dénoncer une élection inutile dont ils anticipaient pourtant très bien le résultat. Stephen Harper et ses acolytes avaient toutes les cartes en main, et l'outrage au Parlement fut étrangement le premier pas vers leur victoire. Ne blâmons ni le président de la Chambre des communes, Peter Milliken, ni les députés qui ont appuyé la motion d'outrage: ils ont fait leur devoir. Il faut malheureusement craindre un silence complet sur cet épisode de la vie parlementaire. Reste à voir si le rapport de la vérificatrice générale sur les dépenses du G8 et du G-20 et plus encore, celui du comité spécial sur l'Afghanistan, dont la divulgation a été repoussée aux lendemains de l'élection, recevront l'attention qu'ils méritent. C'est pourquoi les efforts de mobilisation de la société civile doivent se poursuivre, maintenant plus que jamais.

Comment parler de mobilisations contre les conservateurs après une victoire aussi forte de leur parti ? Ne faut-il pas plutôt patienter jusqu'aux prochaines élections et refaire nos forces en attendant ? Certes, le jour des élections représente un objectif clair : il suppose un avant et un après. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de baisser les bras, car la véritable bataille ne fait que commencer.

Pourquoi ? Parce que les conservateurs disposent maintenant de toute la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour se livrer à leur programme de transformation de la culture politique canadienne.

Travail de sape

Depuis 2006, les conservateurs se sont livrés à un travail de sape des institutions canadiennes. Rappelons, si besoin est, l'origine de cette expression. Au Moyen Age, la sape est l'une des méthodes pour effectuer le siège d'un château ennemi. Le travail de sape consiste à rendre vulnérable une fortification en creusant sous ses enceintes de manière à affaiblir ses fondations, l'objectif étant de créer une brèche permettant un assaut final ; privé de défenses, les assiégés n'ont plus d'autres choix que la reddition. Les conservateurs ont fait de même, en affaiblissant le pouvoir des institutions parlementaires, en rendant de plus en plus difficile le travail des journalistes, en détournant les questions et en refusant aux parlementaires l'information dont ils ont besoin avant de se prononcer sur un dossier. Ce manque de transparence et ces pratiques douteuses n'entrent pas en contradiction avec la politique préconisée par un gouvernement où le pouvoir exécutif devient seul maître du jeu, laissant parfois les partis d'opposition. Sans mécanismes efficaces de contre-pouvoirs et forts d'une nouvelle majorité au Parlement, les conservateurs de Harper ne s'arrêteront pas là.

Certains optimistes – qui se targuent d’une lecture froide et objective de la situation – espèrent et croient toujours en la possibilité d’un pragmatisme des conservateurs, qui l’emporterait sur leur entêtement idéologique, comme si nous n’avions pas eu jusqu’ici suffisamment de preuves du contraire. En outre, nous n’avons encore rien vu... Nous le constaterons très bientôt, dans le secteur de la recherche, dans celui des arts et de la culture, dans celui de la justice pénale, dans le dossier de l’armement et dans celui des affaires internationales, pour n’en nommer que quelques uns, et bien entendu dans le fonctionnement des institutions parlementaires. Et tous ceux qui ont préconisé une majorité conservatrice pour garantir une voie d’accès à la reprise économique devront expliquer un déficit grandissant, accompagné de coupures extraordinaires dans le secteur public. Les baisses d’impôts annoncées pour les entreprises n’encourageront pas des investissements massifs de ces dernières dans l’économie canadienne, mais favoriseront l’augmentation du pouvoir décisionnel des plus nantis au détriment de l’intérêt général.

Soyons clairs : il faut accepter les résultats du vote ; cela ne veut pas dire abandonner le combat pour une société décente.

Le rôle des médias

Un des drames de cette campagne électorale est qu’elle a été vue et commentée comme une campagne parmi d’autres, comme si les enjeux en présence n’étaient pas d’une importance cruciale. À force d’en faire un spectacle, il n’est pas étonnant que la politique soit désertée par les citoyens, faute de péripéties et d’amuseurs publics. Les médias, et en particulier les chroniqueurs dont les humeurs et les opinions personnelles l’emportent sur l’interprétation des faits, ont joué un rôle important dans ce travestissement de l’information publique, sans parler de l’appui énorme par la majorité des journaux un peu partout au Canada dont ont pu jouir les conservateurs.

Nous avons subi jour après jour des exposés tous plus creux les uns que les autres sur les résultats des sondages, sur l’importance accordée au sondage et enfin à l’examen ô combien scientifique de ses propres enquêtes par l’industrie du sondage elle-même. Le même cirque continue maintenant lorsque nous entendons des commentaires sur l’élection massive de députés du Nouveau Parti Démocratique au Québec. À de rares exceptions près, une soi-disant élite médiatique, suivie d’un cortège d’experts, méprise le vote de la population et se borne à expliquer les résultats du vote au Québec en termes de volonté de changement, probablement l’expression la plus employée au cours des derniers jours sur la scène publique, même si on cherche toujours sa valeur explicative. Il n’est pas étonnant qu’une analyse fondée elle-même sur des humeurs réduise les événements en termes d’émotions changeantes et irrationnelles. On retrouve le même discours plus bête que méchant chez les instances politiques, ce qui ajoute à la morosité et au cynisme des citoyens.

La politique comme responsabilité collective

La politique est beaucoup trop sérieuse pour être laissée entre les mains des seuls politiciens ou des chroniqueurs et autres « humoristes ». La politique est une affaire de responsabilité collective. Cette élection a eu au moins le grand mérite de réunir un très grand nombre de citoyens et d'organisations de la société civile, qui ont travaillé très fort pour faire comprendre les enjeux réels liés aux élections. Il est temps que ces efforts soient relayés par l'ensemble de la population. Il est temps que nous exigeons des débats de qualité, et non de tristes combats de coq. Il est temps que la culture du divertissement fasse place à celle de la raison publique. Nous devons penser ensemble, ce qui signifie échanger librement des points de vue divergents sur la base d'informations crédibles et accessibles à tous. Ce sont les conditions mêmes de l'existence d'une vie démocratique digne de ce nom, capable de répondre à ses représentants et de leur faire comprendre clairement les limites de leurs fonctions.

Il ne saurait être question de condamner en bloc le monde médiatique, car de nombreux journalistes ont fait un travail inestimable pour enquêter et surtout expliquer des dossiers qui semblent aux antipodes de nos réalités quotidiennes, mais dont l'importance surgit au grand jour dès lors qu'on se donne la peine d'en parler. Il faut saluer leur travail et encourager un journalisme d'investigation où la volonté légitime de vulgarisation ne sacrifie pas la complexité du réel. Cela signifie pour chacun d'entre nous exiger plus de nous mêmes. Cela signifie pour les groupes de pression et les organisations de défense des droits et libertés et de la justice sociale de ne pas se résigner, et surtout, surtout de continuer à travailler ensemble.

Je crois que c'est Albert Einstein qui comparait la vie à la bicyclette : il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre. Il n'en tient qu'à nous pour ne pas perdre la mobilisation qui a permis de rassembler les forces progressistes au cours des dernières semaines. Nous en aurons besoin plus que jamais.

Christian Nadeau
Département de philosophie
Université de Montréal